



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Novembre-Décembre 2014 – n°69

SOMMAIRE

La Commission Juncker saura-t-elle relancer une dynamique communautaire ?.....	P. 2
<i>par Bruno VEVER</i>	
Investissement public européen : ici et maintenant !.....	P. 7
<i>par Michel AGLIETTA</i>	
Avenir de l'Europe : points de vue d'un économiste et d'un président.....	P. 9
<i>par Bruno VEVER</i>	
Qu'attend donc l'Europe pour créer un nouveau modèle de société ?.....	P. 12
<i>par François-Xavier BELLEST</i>	
Agenda.....	P. 14



La Commission Juncker saura-t-elle relancer une dynamique communautaire ?

Bruno VEVER

La nouvelle Commission présidée par Jean-Claude Juncker, opérationnelle dès novembre, entre en fonctions à une période particulièrement critique de la construction européenne. Après l'union douanière il y a cinquante ans, la levée des contrôles frontaliers il y a vingt ans, la monnaie unique il y a quinze ans et l'élargissement continental il y a dix ans, le chantier de la construction européenne apparaît aujourd'hui largement en panne. Son seul mérite notable des dernières années, par delà les feuillets mouvementés des réajustements institutionnels des traités comme des consolidations improvisées de la zone euro, est d'avoir préservé tant bien que mal ses acquis essentiels, et donc l'assise de ses fondations.

Mais on ne saurait limiter une construction à ses fondations ! Celles-ci n'auront guère de sens si on en vient à renoncer au projet d'intégration qu'elles étaient censées soutenir. Et elles ne subsisteront pas davantage si on les abandonne à la rouille d'un chantier en jachère, aux intempéries d'un climat économique et social perturbé, comme aux épreuves d'une globalisation commerciale et financière impitoyable.

Alors, pourquoi une pareille panne d'un chantier jusque là si prometteur ? Faut-il en déduire que le projet européen d'intégration était trop ambitieux ? Qu'il ne correspond plus aux données nouvelles de la globalisation ? Qu'il s'avère incompatible avec une implication directe des citoyens ? Qu'il est logiquement victime du nombre et de la diversité croissante des Etats membres ?

Autant de mises en doute qui peuvent paraître justifiables, mais qui sont loin d'être justifiées. Ainsi, nos acquis européens d'aujourd'hui auraient paru hier très irréalistes pour la plupart. Quant à la globalisation, elle ne fait qu'accentuer le besoin d'une Europe cohérente et intégrée face aux nouveaux géants politiques, économiques et démographiques. Le déficit démocratique de la construction européenne, si dénoncé de toutes parts, est essentiellement redevable à son mode de fonctionnement actuel, avec des Etats généralement réticents à voir leurs propres citoyens en prise directe sur lui. Et le nombre accru des Etats membres n'est paralysant que dans un système qui continue trop souvent d'exiger, dans des domaines où l'intérêt commun devrait primer, des unanimités introuvables au lieu de nécessaires majorités.

Ce dernier constat additionné aux autres nous met sur la bonne voie : la construction européenne est en panne parce que trop d'Etats persistent à vouloir sauvegarder en tous lieux et à tout prix leurs prérogatives nationales. Et ce « à tout prix » a un coût aussi clair que prohibitif : les blocages européens et le déclin de notre continent, dont ces Etats seront eux-mêmes les premières victimes !

Il apparaît donc urgent, dans l'intérêt de tous, de mettre un terme à cette politique de gribouille. On est dès lors en droit d'attendre de la nouvelle Commission européenne qu'elle étrenne ses nouvelles responsabilités en assumant d'abord celle-ci : tirer la leçon des échecs accumulés au cours des quinze dernières années en raison d'une mise en déshérence abusive de la seule méthode de gouvernance européenne ayant fait jusque là ses preuves : la méthode communautaire, à l'origine de tous les



progrès d'intégration, aujourd'hui victime des débordements d'une méthode intergouvernementale clairement inadaptée aux enjeux d'une Europe à vingt-huit.

Cette responsabilité politique, la Commission Barroso n'a pas voulu l'assumer. Elle en avait pourtant tous les justificatifs, et sans doute quelques moyens, suite à l'échec exemplaire de la « stratégie de Lisbonne » 2000-2010. Rappelons que le Conseil européen avait annoncé à l'aube du nouveau siècle qu'il entendait faire de l'Europe « l'économie la plus compétitive du monde » à l'horizon 2010, avec un programme pluriannuel détaillé comprenant de nombreux objectifs souvent chiffrés à la hauteur d'une telle ambition, visant la reconquête de notre compétitivité à travers notamment la recherche, la formation, l'innovation et les technologies de l'information. Cette stratégie de Lisbonne était exclusivement redevable à la présidence portugaise du Conseil, alors exercée par le premier ministre Guterres qui n'hésita pas à reprendre à son compte un rôle d'initiative délaissé par une Commission Prodi trop effacée, notamment affaiblie par la piteuse démission de la précédente Commission Santer.

Pour atteindre son bien ambitieux objectif, Antonio Guterres avait facilement convaincu le Conseil européen de s'en remettre non plus aux exigences d'une méthode communautaire forcément contraignante mais aux facilités d'une « méthode ouverte de coordination » basée sur le bon vouloir et les échanges de bonnes pratiques des gouvernements nationaux. L'expérience démontra toutefois de façon cruelle qu'une telle méthode intergouvernementale était à l'usage parfaitement illusoire et incapable d'atteindre ses objectifs, tout en portant par contre ombrage à la méthode communautaire qui avait fait ses preuves. Quant à Guterres, bien mal récompensé de ses ambitions européennes par ses propres électeurs, et tout aussi mal suivi dans ses ardeurs collectives par ses autres collègues du Conseil, il trouva asile au haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés...

Au lieu de publier en 2010 l'audit de cet échec collectif et d'en dégager des leçons opérationnelles pour l'avenir, la Commission de son compatriote Barroso préféra faire profil bas, enterrer l'autopsie des ambitions de Lisbonne dans les tiroirs de ses bureaux, et se couler dans le profil incolore d'un secrétariat bis du Conseil, en présentant à son tour une « stratégie Europe 2020 », certes moins fanfaronne dans ses objectifs mais toujours basée pour l'essentiel sur les méthodes intergouvernementales qui avaient causé la faillite de la stratégie de Lisbonne. La Commission Barroso se ralliait ainsi aux préceptes du sapeur Camember : on ne change pas une stratégie qui perd ! Et Molière aurait pu conclure : « voilà pourquoi votre fille est muette »...

Jean-Claude Juncker, qui succède désormais à José Manuel Barroso, rendra-t-il à la Commission la voix, l'autonomie et l'autorité qui ont tant manqué à la défense de l'intérêt collectif et stratégique européen tout au long des dernières années ?

Comme son prédécesseur, il est directement issu du cénacle des hauts dirigeants du Conseil européen. Bien plus encore que lui, c'est un familier de trente ans, et donc le doyen, de toutes les réunions du Conseil. Représentant du Luxembourg dans ses formations les plus diverses, titulaire des plus prestigieuses décorations des pays membres, parlant toutes les langues de travail de la Communauté, invité infatigable d'innombrables colloques et conférences européennes, il aura connu et survécu à toutes les crises politiques, économiques et financières ayant affecté l'Europe ces dernières années. Au cours de son exceptionnelle carrière politique, il aura non seulement exercé et cumulé des fonctions ministérielles concernant l'emploi, les affaires sociales, l'économie et les finances, mais les aura même conservées conjointement avec celles de premier ministre, inaugurant de surcroît une



présidence permanente maintes fois renouvelée de l'Eurogroupe des ministres des finances. Et dans ses différents mandats il n'aura pas été le moins vigilant sur les libertés financières et la souveraineté fiscale de son pays...

Mais Jean-Claude Juncker est également plus qu'un routier inégalé de toutes les arcanes visibles ou souterraines des institutions européennes. Au grand dépit du premier Ministre britannique Cameron qui n'aura pas ménagé ses efforts pour lui barrer la route, c'est un partisan déclaré de l'intégration communautaire, dans la filiation directe des pères fondateurs de l'Europe. Et c'est désormais, en vertu de l'application du traité de Lisbonne, le premier président de la Commission issu d'un choix majoritaire du Conseil européen suivi d'une élection directe par le Parlement européen, ce qui lui confère une légitimité politique inédite face aux dirigeants nationaux des vingt-huit Etats, et donc de nouvelles marges d'initiative.

Ses premières décisions, concernant la répartition des portefeuilles parmi les membres de la Commission, dénotent déjà une intention de redistribuer les cartes, et donc de faire bouger les lignes. En témoigne l'attribution à Pierre Moscovici, aussi remarquée que diversement commentée, des responsabilités centrales et élargies de l'économie, des finances, de la fiscalité et de l'union douanière, au grand dam des tenants de l'orthodoxie Merkel, opposés de longue date à toute inflexion un tant soit peu innovatrice du pacte de stabilité, et déjà bousculés par les initiatives jugées trop audacieuses de Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne.

L'audition parlementaire éprouvante du commissaire désigné aura fait clairement ressortir l'exaspération de nombreux députés européens face aux manquements persistants de la France à ce pacte de stabilité, et leurs interrogations parallèles sur l'attitude à venir du nouveau commissaire français. Mais ces auditions auront aussi confirmé que cette appréciation économique et financière des situations sera une responsabilité largement exercée en liaison directe avec deux vice-présidents de la Commission, anciens premiers ministres, situés sur l'autre bord politique et dotés d'attributions croisées innovantes, le letton Dombrovskis chargé de l'euro et du dialogue social, et le finlandais Katainen chargé de l'emploi, de la croissance, de l'investissement et de la compétitivité. Cette volonté d'un partenariat accru des membres de la Commission par groupes de projets autour des vice-présidents est d'ailleurs une caractéristique de cette nouvelle Commission.

Par delà les péripéties multiples de sa genèse, de sa composition, de ses attributions et de son investiture finale par le Parlement, cette nouvelle Commission Juncker saura-t-elle ranimer un flambeau communautaire si détrempé depuis quinze ans ? Osera-t-elle s'atteler à la relance d'une construction européenne trop longtemps laissée sans mode d'emploi ni projet mobilisateur ?

En 1984, il s'agissait de compléter l'union douanière en relançant le marché unique, projet qui allait déboucher sur l'union monétaire. En 2014, tous les enjeux sont ouverts, comme en témoignent les dix priorités déjà présentées par le nouveau président élu de la Commission au Parlement et les vingt-sept lettres de mission communiquées à chacun des membres de son équipe. La première de ces priorités sera la relance de l'emploi et de la croissance, appuyée par 300 milliards d'euros supplémentaires en investissements publics et privés, notamment au profit d'infrastructures nouvelles, dans des conditions restant largement à préciser. Cette priorité volontariste, comme les neuf autres, aurait toutefois davantage d'impact si elle s'inscrivait dans une réorientation dominante plus claire et plus marquante, à l'instar de celle que Jacques Delors avait su mettre en avant il y a trente ans.



Cette inflexion prioritaire qui permettrait de dynamiser toutes les autres est d'une nécessité si évidente qu'on s'étonne de ne pas la voir soulignée explicitement : compléter l'union monétaire fragilisée car inachevée par une véritable union économique, avec des mutualisations et des économies d'échelle enfin significatives, des moyens budgétaires et financiers à la mesure des priorités communes, un encadrement fiscal et social cohérent, sans oublier des statuts européens opérationnels permettant aux entreprises et aux associations de mieux s'affirmer face à la mondialisation.

En effet, seule une pareille union économique, promise de longue date mais non réalisée lors de l'union monétaire qualifiée abusivement d'union « économique et monétaire », permettra un redressement européen durable de notre compétitivité, de notre croissance et de nos emplois. Mais cette ambition, bien que directement liée aux objectifs historiques d'une communauté économique européenne, demeure encore et toujours hors de portée, notamment en raison d'un déficit structurel de capacités budgétaires, financières et fiscales communes et du chacun pour soi persistant des politiques nationales en tous ces domaines.

Un premier pas pour y remédier serait déjà de mettre en place une structure commune innovante, telle qu'un Institut budgétaire européen, afin d'expertiser une situation de plus en plus inextricable et d'élaborer un cahier des charges toujours inexploré à ce jour, malgré quinze années d'UEM. Ceci permettrait enfin d'amorcer, sur ces questions aussi centrales qu'aujourd'hui clivantes, un socle de comparaisons fructueuses, d'analyses convergentes et d'approches communes, comme l'Institut monétaire européen l'avait fait en son temps pour ouvrir la voie à l'union monétaire. Autant de domaines où on serait en droit d'attendre de la nouvelle Commission, appuyée par le Parlement européen récemment renouvelé, qu'elle retrouve son rôle institutionnel d'initiative et d'impulsion si peu affirmé ces dernières années face aux enjeux stratégiques majeurs.

A ces fins, il apparaît urgent pour la Commission Juncker de relancer la seule recette « qui marche » et qui reste à l'origine de tous nos succès européens, cette méthode communautaire léguée par Jean Monnet avec ses exigences : des objectifs prioritaires clairement programmés, des solidarités concrètes et innovatrices dépassant les conflits d'intérêt, l'efficacité d'une pression majoritaire sur les questions d'intérêt général, et un suivi sans failles sous contrôle commun.

Il apparaît tout aussi indispensable d'en adapter le meilleur usage aux situations et aux attentes des Européens d'aujourd'hui, qui ne sauraient bien sûr être identiques à celles de 1984, de 1957 ou de 1950. Dans l'état actuel des traités où l'unanimité reste encore trop souvent requise, malgré le nombre considérablement accru d'Etats membres, les oppositions irréductibles de tels ou tels à l'intérêt général européen devront pouvoir être dépassées par des dérogations ciblées ou des coopérations renforcées, comme ceci a déjà été expérimenté avec succès pour Schengen, comme pour l'euro lui-même ! Et l'efficacité programmatique, décisionnelle et exécutive des procédures majoritaires inscrites dans les traités devra elle-même s'accompagner d'un souci accru de répondre aux aspirations légitimes des Européens à plus d'information, de débat et de transparence, comme à plus d'implication, de responsabilités et de participation directe.

En un mot, il nous faut aujourd'hui à la fois plus et mieux d'Europe, avec une mise en phase plus efficace des Etats membres et une association plus effective des Européens, impliquant un changement profond des mentalités à tous les niveaux. Un tel enjeu peut paraître, dans les circonstances actuelles, très ambitieux sinon bien hypothétique. Mais on a déjà connu pareil



retournement de situation il y a trente ans, quand l'europessimisme et l'eurosclérose se lézardèrent et finirent par céder face à la pertinence et la dynamique du programme de relance « objectif 1992 »...

Il n'y a donc là rien d'impossible, mais une vraie opportunité doublée d'une ultime et décisive question : Jean-Claude Juncker optera-t-il, dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, pour la continuité que pourrait lui inspirer sa familiarité sans égale du Conseil ou pour le changement que devraient lui inspirer ses convictions fédéralisantes comme sa légitimité politique inédite ?

Bruno VEVER,
délégué général d'Europe et Entreprises



Investissement public européen : ici et maintenant !

Michel AGLIETTA

Réanimer l'investissement productif est la condition sine qua non pour sortir la zone euro du marasme. L'opportunité pour un programme d'investissements publics efficaces et conçus à l'échelle européenne est grande. Un tel programme peut être financé par l'épargne privée à l'aide de l'intermédiation d'un Fonds Européen capitalisé sur le budget européen.

La zone euro s'est installée dans un marasme prolongé. Le déclin de longue durée de l'investissement productif en est la raison principale. De 2007 à 2013 la baisse moyenne a été de 17%. Elle a atteint 42% dans les pays périphériques. L'investissement public y a contribué. Il est tombé à 2% du PIB contre 4% il y a 30 ans.

Dans une économie dont la croissance potentielle a fortement fléchi et qui a une activité très en dessous du potentiel, au point que le PIB n'a toujours pas récupéré son niveau de 2007, la disparition de l'incitation à investir étouffe tout dynamisme. C'est pourquoi les amorces de retour à la croissance s'éteignent : à la reprise de 2010 après la récession de 2009 ont succédé près de deux années de récession entre le second semestre de 2011 et le début 2013. La reprise au printemps 2013 s'est essouffée dès la fin de l'année. La stagnation de 2014 menace de se convertir en nouvelle récession.

Cette trajectoire hésitante livre deux enseignements pour la politique économique. Le premier est l'échec des politiques de restriction budgétaire entreprises de 2011 à 2013. Lorsque le secteur privé cherche à se désendetter et à détenir des actifs sûrs, la croissance par l'austérité budgétaire n'est pas au rendez-vous. Le second est que la politique monétaire n'a pas le levier sur l'économie qu'elle a dans une conjoncture « normale » de sous-emploi. La baisse du taux d'intérêt nominal jusqu'à zéro n'a pu empêcher la dégringolade du taux d'inflation. Les injections de liquidité aux banques n'ont pas fait repartir le crédit au secteur privé pour financer l'investissement productif. L'abondance de liquidités et les émissions obligataires à très bas coûts des entreprises ont nourri les distributions de dividendes, les rachats d'actions et les acquisitions qui ont provoqué une hausse des cours de bourse sans aucun lien avec les anticipations sur l'évolution de l'économie réelle. Le court termisme de la finance est toujours aussi prégnant.

Le temps de l'investissement public.

Il faut investir d'urgence et le secteur privé ne le fera pas spontanément. L'érosion du capital public avec des infrastructures vieillies et une maintenance insuffisante, comme la détérioration de la qualité des services de santé et d'éducation, désignent l'opportunité d'un vaste programme d'investissements publics. Le FMI lui-même vient de le plaider avec de sérieux arguments¹.

L'investissement public est efficace dans les conditions présentes où la sous-activité est persistante et le coût du financement très bas. A court terme il induit un effet demande élevé dans les pays développés. 1% d'augmentation de dépenses d'investissement rapportées au PIB peut entraîner une

¹ « Is it time for an infrastructure push? The macroeconomic effects of public investment », *World Economic Outlook*, IMF, October 2014.



hausse du PIB de 1,5% dans une situation initiale de stagnation. A moyen terme c'est l'effet d'offre qui domine et il dépend de la sélection des investissements. Ce qui est crucial, c'est l'effet d'entraînement sur l'investissement privé grâce à la hausse de la productivité engendrée par les infrastructures, la R&D et l'apport supplémentaire de capital humain dans l'ensemble de l'économie. Dans les conditions actuelles de coût très bas du capital, de nombreux investissements publics ont un rendement social supérieur au coût de leur financement. Ces investissements-là s'autofinancent. Il faut certes avancer des fonds puisque les coûts fixes initiaux des infrastructures sont souvent élevés. Mais l'effet de croissance est bien supérieur au coût si l'économie est en sous-activité initialement, de sorte que le ratio dette publique/PIB baisse au lieu de monter au bout de 5 ans.

L'investissement public doit bénéficier d'un programme européen largement financé par les investisseurs privés.

Nous vivons des temps où les finances publiques sont contraintes et où l'épargne privée est abondante et oisive. Un programme d'investissement public européen bien conçu peut mobiliser cette épargne productivement sans solliciter les finances publiques des pays membres. Le slogan est simple et avait été suggéré il y a quelques années par Tommaso Padoa-Schioppa : « aux pays membres l'ajustement, à l'Europe la croissance ». Comment le mettre en œuvre ?

Récemment le Cepii a suggéré de créer un Fonds fédéral logé au cœur de la Banque Européenne d'Investissement dont les missions seraient élargies pour coordonner le financement². Supposons qu'il s'agisse de financer un programme de 300mds d'euros suggéré par Jean-Claude Juncker. Le Fonds peut être capitalisé par le budget européen ; ce qui est le moins que l'on puisse attendre pour un programme agréé par l'ensemble de l'Europe. Avec la garantie de l'ensemble des gouvernements un capital public de €35 mds suffit avec un levier de 8,5 pour émettre un montant d'obligations européennes de €265mds qui attireront des investisseurs institutionnels à long terme du monde entier. 35mds peuvent être trouvés sur le budget actuel s'il est redéployé sur la fonction compétitivité croissance. Il permettrait ainsi de créer un produit d'épargne européen, non pas pour mutualiser des dettes publiques existantes, mais pour financer des investissements réels.

Le Fonds fédéral serait le pivot d'une intermédiation financière se substituant à la double défaillance des banques et des marchés à s'engager dans l'avenir. En fonction de la structure des investissements programmés, il pourrait lui-même injecter des fonds propres dans des banques de développement nationales, garantir des financements de projets par des banques commerciales, faire des apports en capital dans des fonds de *private equity* dédiés au financement d'innovations, acheter des *project bonds* émis par la Commission Européenne pour financer des infrastructures d'intérêt directement européen (système intelligent de distribution d'électricité, réseau transeuropéen de transport par rail).

Le vrai problème à résoudre, c'est comme toujours en Europe la gouvernance permettant de faire advenir un intérêt commun et de s'accorder sur les choix structurants pour définir des axes de développement permettant aux acteurs privés d'anticiper l'avenir.

Michel AGLIETTA, économiste
et auteur de « *Un New Deal pour l'Europe* »

² "A new architecture for public investment in Europe", by Natacha Valla, Thomas brand and Sébastien Doisy, Ceppi Policy brief, n°4, July 2014



Avenir de l'Europe : points de vue d'un économiste et d'un président...

Bruno VEVER

Deux points de vues contrastés méritent d'être soulignés concernant l'avenir de l'intégration européenne. Celui de l'économiste Michel Aglietta, auteur de « un new deal pour l'Europe », invité le 13 octobre par Europe et Entreprises à l'initiative de Bernard Barthalay. Et celui du président Valéry Giscard d'Estaing, auteur d'« Europa la dernière chance de l'Europe », invité le 15 octobre au Comité économique et social européen à l'initiative de son président Henri Malosse, à l'occasion de sa remise de légion d'honneur.

L'économiste et le président expriment les mêmes inquiétudes face la crise politique, économique et sociale qui frappe l'Europe et l'entraîne dans un cercle vicieux : activité en baisse, capitaux démotivés, crainte du risque, manque d'incitation à investir, demande atone, absence de solidarité, désendettement problématique.

Michel Aglietta met l'accent sur le déficit chronique et prolongé de l'investissement productif dans la zone euro, au plus bas depuis les années 1980. Si l'Allemagne a jusqu'à présent mieux tiré son épingle du jeu, beaucoup sont dans une situation très préoccupante, notamment la France, dont les marges de manœuvre étaient déjà très réduites. Alors que la Chine mobilise son appareil industriel autour de sept objectifs stratégiques pour les vingt prochaines années, la zone euro manque de projet lisible. La faible inflation va de pair avec une croissance en panne, et la baisse des taux d'intérêt ne suffit pas à en sortir. Malgré ses initiatives, la Banque centrale européenne reste trop isolée dans son mode fédéral. Ses moyens sont freinés par l'état actuel du système créé autour de l'euro, qui a trop peu évolué en quinze ans malgré les mesures improvisées suite à la crise de 2008. La coordination intergouvernementale ne fonctionne pas malgré la procédure du « semestre européen ». Il n'y a guère d'ajustements mutuels, comme devrait le commander une vraie UEM. Le chacun pour soi est renforcé par l'absence d'outil collectif sur le plan budgétaire, financier et fiscal : moins de 10% d'un budget européen lui-même bridé à 1% du PIB est lié aux objectifs communs d'investissement et de compétitivité.

Valéry Giscard d'Estaing s'inquiète surtout du manque de perspectives et d'ambition de l'Union européenne dans son état actuel. L'Europe d'aujourd'hui est coupée en deux : l'Europe des vingt-huit reste essentiellement une zone de libre échange, appelée à s'élargir encore ; la zone euro des dix-huit est appelée à s'approfondir mais devra se réformer. A ce jour l'union monétaire ne s'est pas accompagnée d'une union économique. En l'absence de progrès dans son organisation, elle continue de subir de plein fouet les répercussions de la crise économique et n'est pas tirée d'affaire.

Les priorités économiques mises en avant par Michel Aglietta pour relancer l'activité visent avant tout l'investissement. Il devient urgent d'engager un programme européen pour répondre à cette exigence, avec une impulsion et une caution publique ayant un effet d'entraînement sur les capitaux privés. Les investissements nécessaires à la seule transition énergétique en Europe représentent déjà 60 à 80 milliards d'euros. Comment y répondre ? L'intention du nouveau président de la Commission européenne de consacrer 300 milliards d'euros à de nouveaux investissements, notamment



d'infrastructures, va dans le bon sens mais reste à concrétiser. Il faudrait un fonds fédéral, placé au cœur de la BEI restructurée et capitalisé par le budget européen, pour coordonner un système européen de banques publiques de financement et émettre pas moins de mille milliards d'obligations pour répondre aux besoins. Ce fonds fédéral serait le pivot d'une intermédiation financière se substituant à la double défaillance des banques et des marchés à s'engager dans l'avenir. Les investisseurs institutionnels achetant des obligations du fonds seraient conduits à assurer des financements à long terme à travers des produits d'épargne européens. De nouveaux instruments de financement pour les PME devraient permettre à celles-ci de sortir du « tout bancaire ».

Michel Aglietta note pourtant que les Etats continuent de renâcler à aller plus loin dans l'union économique et monétaire. Le concept d'un institut budgétaire ou financier européen, auquel il est attaché, reste politiquement dans les tiroirs. Dans cette impasse où nous nous trouvons, un pas positif serait déjà d'engager un audit collectif de la situation budgétaire, financière et fiscale en Europe.

Il proposerait de confier cette tâche aux représentants des hauts conseils des finances publiques qui ont été mis en place dans les différents Etats membres : ceux-ci feraient utilement rapport sur les interdépendances, les contraintes et les potentialités communes. Ceci permettrait d'engager un débat ouvert avec les gouvernements, les parlements et les opinions publiques, y compris sur le plan local, contribuant ainsi à créer un intérêt européen en liaison avec la société civile. L'objectif à terme reste de nous doter d'un trésor européen permettant d'agir ensemble sur les marchés financiers, comme de réévaluer notre budget commun avec des ressources propres consolidées, notamment sur les transactions financières. Mais on n'y parviendra pas sans changement des mentalités !

Les priorités mises en avant par Valéry Giscard d'Estaing sont, pour leur part, essentiellement politiques. Il ne croit guère à la possibilité de sortir de l'impasse à vingt-huit, et doute même de pouvoir le faire à dix-huit. C'est pourquoi il propose de relancer un partenariat privilégié avec l'Allemagne, pour créer par étapes une véritable union économique, donc budgétaire, financière et fiscale. Cette union serait ouverte à tous ceux qui le veulent et le peuvent : au stade actuel, il n'y voit que douze Etats (excluant donc six Etats ayant pourtant adopté l'euro : Estonie, Grèce, Chypre, Lettonie, Slovaquie, Slovénie), dans un nouvel ensemble qui pourrait être dénommé « Europa ».

Personne ne mettra certes en question la contribution exceptionnelle que Valéry Giscard d'Estaing a apporté, depuis des décennies, à la cause de la construction européenne (Conseil européen, élection du Parlement européen au suffrage universel, union monétaire, traité constitutionnel – hélas désavoué mais à la base des réformes du traité de Lisbonne). Et c'est bien cette longue expérience qui laisse pour le moins perplexe sur les propositions concernant Europa.

En premier lieu, il paraît douteux que la France soit encore en état de proposer un partenariat directeur intégré à l'Allemagne : elle l'a en effet déjà refusé à deux reprises quand celle-ci le lui avait proposé (cf. propositions Lamers-Schaüble en 1994 puis Fischer en 2000) ; elle n'a rien fait de notable depuis pour rapprocher son système budgétaire, fiscal, social et territorial de son voisin, ni pour le réformer de façon comparable à ce dernier face à la globalisation ; elle n'a pas non plus d'atout maître (hormis sa participation au conseil de sécurité et sa force de frappe qu'il serait pour l'heure bien étonnant de voir offertes en indivision) à proposer à cette Allemagne réunifiée et rééquilibrée qui a retrouvé dans l'Europe élargie une situation centrale et des repères géopolitiques qu'elle n'aurait guère intérêt à



remettre en cause au profit d'une Europa restreinte la coupant d'autres voisins, qui lui sont très voire plus proches encore (cf. « Mitteleuropa »...).

En second lieu, et surtout, les modalités envisagées pour édifier « Europa » constituent une remise en cause radicale d'éléments essentiels de la méthode communautaire : dans l'esprit de son auteur, « Europa » se passerait ainsi de toute interférence de la Commission ou d'une instance équivalente au niveau des douze, car jugée foncièrement technocratique, comme du Parlement européen ou d'un équivalent à douze, car jugé quasiment séditieux ! Par contre, seuls les Etats sont jugés potentiellement aptes, à travers la création d'un Directoire, flanqué d'un secrétariat léger et assisté d'un Congrès des peuples majoritairement composé de députés nationaux, à consentir et accomplir les changements majeurs exigés par une union budgétaire, financière et fiscale...

Tous ceux qui pensaient, pour l'avoir vécu, que l'origine des blocages européens actuels résidait dans les Etats eux-mêmes, surtout soucieux de leur intérêt national direct, et non dans la Commission ou le Parlement, mandatés pour veiller aux intérêts européens collectifs, ne pourront que se perdre en conjectures sur des propositions apparemment si contraires aux enseignements objectifs d'hier et d'aujourd'hui. Le débat au Comité économique et social a logiquement reflété ce malaise, y compris bien sûr la crainte de voir certains grands pays vouloir dominer d'autres, comme le constat que si l'Europe élargie doit aller de l'avant, à dix-huit sinon à vingt-huit, elle ne reviendra certainement pas en arrière à l'époque révolue d'une Europe des douze...

Une seule conclusion nous permettra *in fine* de réconcilier a minima tous les points de vues : l'avenir n'est écrit nulle part, et celui de l'Europe dépend surtout de nous. Cette conclusion, notre économiste et notre président, par delà les traits communs de leurs interrogations comme les différenciations de leurs propositions, ne la réfuteront certainement pas !

Bruno VEVER,
délégué général d'Europe et Entreprises



Qu'attend donc l'Europe pour créer un nouveau modèle de société ?

François-Xavier BELLEST

Le prix Nobel de l'économie a été attribué à un Européen, et l'heureux élu est Français... Du fait de la situation de crise dans laquelle se trouve l'Europe tout comme la France, les citoyens devraient sauter de joie, clamer haut et fort une satisfaction qu'ils ne sont pas plus bêtes que d'autres... Car, en dehors de cette seule référence identitaire, les travaux de Jean Tirole touchent au réel, l'économie, tout en important des Etats-Unis un modèle, une méthode pour réussir. Tout est donc possible ! Imaginez donc : prendre le meilleur des « states » pour réussir en France, et par ricochet, réussir en Europe. Bravo ! La méthode est-elle une clé pour réussir ?

Revenons au sujet qu'est l'Europe. Dans mes précédents articles, j'ai exposé des points de vue sur les problématiques de la communication de l'Europe, de l'identité de l'Europe, de la perception, etc.

Dans une Europe qui, malheureusement, lasse ses citoyens, l'Europe peine à avoir une vision. Une vraie vision avec une visée, à l'instar des entreprises. Une visée, c'est un but, c'est pointer sa vision sur quelque chose, une finalité.

Pour cela, il existe et il est mis en place des axes de stratégie, avec des processus, des démarches à suivre, et surtout des méthodes.

Sans énumérer toutes ces approches, ne doit-on pas modéliser un modèle européen afin de changer l'état d'esprit des pays membres ? Ne devrait-on pas changer les règles du jeu, innover dans la manière de faire les choses, de créer tout simplement pour réussir et émerger ?

L'avantage de l'Europe est sa diversité. 28 pays membres... Imaginez le potentiel de réunir tous les processus sociétaux, de les étudier, de les analyser, et de faire naître un nouveau modèle.

Un nouveau modèle qui serait unique, unique à l'Europe. Un modèle européen pour lancer l'Europe dans cette globalisation qui nous étouffe, mais qui néanmoins nous fait vivre. Un modèle tellement pertinent qui nous ferait oublier les erreurs que nous commettons actuellement. Quelles erreurs pensez-vous, à juste titre ?

Regardez autour de vous... Plutôt que de trouver un consensus autour des modèles existants, chaque pays membre y va de ses discours sur l'adaptation d'un modèle national sur un autre. D'un discours naissent quelque fois des actions, mais elles restent l'exception. Prenons un exemple avec la France.

Il y a quelques années déjà, la France voulait à tout prix (et à n'importe quel prix tant d'un point de vue financier que social) modéliser le système danois de la flexibilité du travail, d'autres réfléchissaient au modèle allemand, d'autres regardaient avec attentisme le modèle social suédois, d'autres le système coopératif italien. Fort heureusement, peu des nos prévisionnistes ont regardé le modèle grec, quoiqu'il aurait été utile de le regarder d'un peu plus près pour comprendre le système.



Certes, chaque nation doit se réformer devant les abysses financiers dans lesquels elle se trouve ; certes, chaque nation doit préserver une certaine intégrité, mais l'important ne se trouve-t-il pas dans et avec l'Europe que sa propre nation ? Pourquoi les Européens ne veulent-ils pas changer, ou faire évoluer leur modèle, qui semble dépassé en ce 21^{ème} siècle ?

« *L'Homme n'accepte le changement que sous l'emprise de la nécessité*³ » disait Jean Monnet. Les crises feraient-elles partie de la méthode ? C'est la question que l'on peut se poser aujourd'hui.

Alors, bien sûr, l'Europe ne peut pas « se faire » en quelques années... Soixante-trois ans nous séparent déjà du CECA et cinquante-sept ans de la CEE. Sauf qu'à l'heure de la globalisation, des TIC, des fusions-acquisitions, des guerres souterraines, tout va très vite. L'Europe, ce poids lourd, se traîne. Et par ricochet, une fois encore, la perception des citoyens européens rejaillit sur leur propre nation. Tout semble traîner...

Nous sommes bien conscients que sont nos gouvernants nationaux qui traînent à « faire » l'Europe, d'autres s'acharnent, tant bien que mal, à la « défaire ». Nous sommes bien conscients que les Etats-membres ont une tendance, fâcheuse, de vouloir garder leur pré carré sur leurs territoires, mais pourquoi donc ne pas avoir cette volonté de prendre conscience que l'Europe est une opportunité extraordinaire pour tous et donc pour eux-mêmes...

La génération de demain, hypersensible aux enjeux environnementaux de notre planète, ne devra-t-elle pas faire évoluer l'Europe vers un autre modèle, plus concret, plus réaliste du monde dans lequel nous vivons ? Ne devrait-on pas déjà anticiper ce mouvement et donc, préparer le terrain ?

A ce jour, des avancées ont bien lieu sur un plan économique, notamment avec les enjeux du partenariat transatlantique. Plus qu'un simple accord commercial, c'est un traité d'un nouveau genre que négocient les Etats-Unis et l'Union européenne depuis plus d'un an. Cette idée jetterait-elle les bases d'une « Europamérique », prête à faire bloc contre la Chine ? Qu'il s'agisse des TTIP (*Transatlantic Trade and Investment Partnership*) ou des TAFTA (*Transatlantic Free Trade Agreement*), les discussions vont bon train pour édifier les fondements d'un vaste partenariat sur le commerce et l'investissement entre UE et US... De ces réunions naissent des projets de normes, aussi bien dans l'industrie, la finance, l'agriculture, l'agroalimentaire, la sécurité, le phytosanitaire, etc. Tout cela pour contrer la montée en puissance de la Chine, pourtant partenaire commercial à juste titre.

Mais les deux partenaires, UE et US, sont à des antipodes en termes de culture, d'état d'esprit, de processus, et surtout de méthode... Je ne suis pas économiste, seulement un peu prévisionniste, et j'ai bien peur que ce vaste partenariat transatlantique risque de déboucher sur un accord minime.

En attendant, l'Europe ne devrait-elle pas créer un nouveau modèle de société « *européanisante* » ?

François-Xavier BELLEST,
Sémiologue, administrateur d'E&E.

³ Eric Roussel, Jean Monnet, Paris, 1996, p. 68, ISBN 978-2-213-03153-8



AGENDA – INFORMATIONS



Le prochain invité de l'Association Europe & Entreprises sera Thierry Jeantet pour la sortie de son ouvrage : « Des croissances, les alternatives à l'économie officielle ».

A la fois militant et économiste, Thierry Jeantet est le directeur général d'un Groupement Européen d'Intérêt Economique d'Entreprises d'Economie Sociales (Euresa) et le Président de contre-Davos : le Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire appelé les Rencontres du Mont-Blanc. Publié aux Editions François Bourin – « Collection thermos », son livre est paru le 23 octobre 2014.

La date de cette prochaine manifestation sera annoncée via notre site [web](#)

EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901

Maison de l'Europe de Paris
35 rue des Francs Bourgeois
75004 Paris

www.europe-entreprises.com

Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises, Contactez le secrétariat de l'association en envoyant votre carte de visite au siège de l'association ou en envoyant un mail à : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette

Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Rédacteur en chef : François-Xavier Bellest

Editorialiste : Bruno Vever

Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.



Lettres d'Europe et Entreprises- Nov. Dec. 2014-n°69